

➤ En analysant les documents, en les confrontant et en vous appuyant sur vos connaissances, expliquez les dilemmes de la puissance américaine dans les relations internationales : d'une part entre *hard power* et *soft power*, d'autre part entre unilatéralisme et multilatéralisme.

❶ L'acteur américain Leonardo di Caprio, « ambassadeur de la paix » à l'ONU en 2016. L'acteur hollywoodien s'est engagé auprès de l'ONU pour défendre l'environnement et mobiliser contre le réchauffement climatique.



❷ « Le Groenland sous tension », article de Romuald Sciora, Institut de relations internationales et stratégiques (un *think tank*, centre de réflexion français), 8 janvier 2025.

Donald Trump, président élu des États-Unis, a de nouveau secoué l'échiquier diplomatique mondial en évoquant ce mardi la possibilité de recourir à la force pour annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark. Lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, il a été interrogé sur ses intentions concernant ce territoire arctique et le canal de Panama. Fidèle à son style provocateur, il a refusé d'exclure un éventuel recours à l'armée, affirmant que ces deux zones étaient « très importantes pour la sécurité économique » des États-Unis. « Je ne peux rien vous garantir sur aucun des deux », a-t-il lancé, éludant les implications diplomatiques d'une telle déclaration. [...]

Le Groenland, déjà objet de convoitise pour sa position stratégique en Arctique et ses ressources naturelles, devient soudain un territoire qu'il faudrait annexer à tout prix. Cette position reflète un malaise plus profond : une redéfinition de l'OTAN, non plus comme un pacte collectif de défense, mais comme un instrument au service des ambitions américaines. En menaçant un territoire danois, Trump envoie un signal troublant : les règles du jeu ne valent que tant qu'elles ne contrarient pas les intérêts des États-Unis. Cette vision unilatérale, loin de renforcer l'alliance, en érode les fondements, semant le doute parmi les membres européens déjà inquiets des tensions transatlantiques.

Ce n'est pas la première fois que Donald Trump évoque des idées rappelant les pages les plus controversées de l'histoire américaine. Ses menaces concernant le canal de Panama, autrefois construit par les États-Unis et cédé au Panama en 1999, s'inscrivent dans une nostalgie impérialiste à peine voilée. Le Groenland devient le nouveau « territoire à prendre », non pas au nom d'un projet colonial explicite, mais au nom de la « sécurité nationale ». Cette posture, séduisante pour une frange nationaliste de son électorat, reste anachronique à l'ère de la mondialisation et des interdépendances. Pire encore, elle met en péril les équilibres fragiles qui sous-tendent la diplomatie mondiale.

L'ironie de la situation est trop flagrante pour être ignorée : le pays qui se pose en garant de la sécurité de l'OTAN devient une menace pour cette même sécurité. Comment justifier, à Copenhague ou à Nuuk<sup>1</sup>, que les États-Unis, censés protéger leurs alliés, envisagent de les forcer à céder leur territoire ? Cette contradiction, qui ferait les délices d'un auteur de politique-fiction, reflète une vérité plus amère : l'unilatéralisme américain, incarné par Trump, rend le système multilatéral plus vulnérable que jamais. [...]

<sup>1</sup>Nuuk est la capitale du Groenland, région autonome du Danemark, lui-même membre de l'Union européenne et de l'OTAN.